

ALTER EGO

LE JOURNAL



Dossier : Réduction des risques

N° 43. 1^{er} trimestre 2004. Prix : 0,15 euros

Revue de prévention des risques (Sida, Hépatites, MST) et de réduction des dommages liés à l'usage de drogues réalisée par des usagers de drogues, des bénévoles et des travailleurs sociaux.

SOMMAIRE

ÉCHOS D'EGO

P. 3 et 4

➤ Un nouvel outil de réduction des risques est arrivé : le « *Kit kiff* » par l'équipe de STEP (programme d'échange de seringues d'EGO).

DOSSIER : Réduction des risques

P. 5 à 13

FRANCE

➤ L'AFR (Association Française de Réduction des risques), vers une meilleure politique de Santé publique, par Alain Ternus et Valère Rogissart.

➤ L'importance de la médiation sociale dans la réduction des risques, par Clémence Field et Mamadou Diagana, pour les médiateurs de Coordination Toxicomanies 18.

➤ Perpignan : ascote, les « *champions* » de la réduction des risques, par Sandrine Guillon.

SUISSE

➤ La Suisse est un pays singulier, par Eric Labbe.

➤ La réduction des risques à Genève : un modèle pour l'Europe, par Guillaume Pfaus, Mariame Sagna, Abdelkrim Benabdallah et Alberto Torres.

➤ Quai 9, par Guillaume Pfaus, Mariame Sagna, Abdelkrim Benabdallah et Alberto Torres.

➤ Le PEPS : la prescription d'héroïne pour une vie meilleure, par Guillaume Pfaus, Mariame Sagna, Abdelkrim Benabdallah et Alberto Torres.

BLOC NOTES :

P. 14 à 15

➤ Adresses utiles

Dossier : Réduction des risques (Suite...)

P. 16 à 21

PAYS-BAS

➤ Rétablissons la vérité sur les Pays-Bas, par Leïla Chala, Lenneke Keijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis.

➤ La Hollande est-elle si permissive ? par Leïla Chala, Lenneke Keijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis.

➤ La politique de réduction des risques aux Pays-Bas, par Leïla Chala, Lenneke Keijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis.

AMÉRIQUE DU SUD ET CARAIBES

➤ Profil d'un « *réducteur de risques* » au Chili, par Lia Cavalcanti.

➤ En Amérique latine et aux Caraïbes, la réduction des risques gagne du terrain, par Lia Cavalcanti.

A LIRE, A VOIR ET A MANGER

P. 22 à 25

➤ Programme des différentes expositions de Cargo 21, un laboratoire pour une culture équitable.

➤ Jean-Luc Romero : « *Lettre à une droite maladroite* », par Didier Robert.

➤ Les 3^{èmes} Rencontres de l'Institut Renaudot : « *Place et relation des acteurs en santé communautaire : un nouveau partage de pouvoirs.* »

➤ Les 7^{èmes} Rencontres de l'USID : « *Addictions et créations.* »

POÈMES, POÉSIES, PENSÉES

P. 26

➤ Textes de *Black Jack*, prisonnier poète.

ABONNEMENT ET COMMANDES

P. 27

➤ Coupon d'abonnement à notre revue ALTER EGO le journal et de commandes des différentes plaquettes de prévention et d'information éditées par Espoir Goutte d'Or

TOURNEE DE LA NUIT DU ZAPPING

P. 28

EDITORIAL

En ce début d'année 2004, essayons d'être optimistes. Un projet, qui vise à intégrer la réduction des risques dans le code de Santé publique, vient d'être discuté favorablement au Sénat et sera présenté à l'Assemblée Nationale prochainement pour y être voté.

Comme nous faisons également un effort afin d'être au cœur de l'actualité nationale, nous consacrons, pour le premier numéro de l'année, un dossier particulier sur la « *réduction des risques* ».

Cependant, malgré le vote de ce projet sur la réduction des risques, pour la première fois en France, un intervenant de terrain œuvrant dans le champ de la politique de Santé publique liée aux usages de drogues, est inculpé, dans le cadre de sa mission, pour provocation et facilitation d'usage de stupéfiants. Notre collègue, Jean-Marc Priez, ancien président de l'association Techno Plus, risque dix ans de prison et 750 000 euros d'amende devant la Cour d'Appel de Paris. Indépendamment du résultat du jugement, cette inculpation est inacceptable en elle-même, autant du point de vue légal, que du point de vue éthique.

Vous l'avez deviné, la revue de notre association, « *ALTER EGO le journal* », va continuer de paraître en 2004 grâce au soutien financier solidaire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) qui nous a renouvelé sa confiance cette année.

Mais cette existence ne tient pas seulement à des raisons financières. En effet, pour une revue de vingt-quatre pages, il faut des rédacteurs, des journalistes, des photographes, des dessinateurs, des graphistes, des idées d'articles et des lecteurs.

Nous allons donc commencer l'année par lancer un appel auprès de vous, lecteurs, pour vous demander de nous rejoindre afin que ce journal puisse continuer d'exister. N'hésitez pas à nous solliciter (grâce à l'enveloppe libre-réponse, ci-jointe dans le journal) pour de nouvelles rubriques, nous proposer un article écrit par vous ou à écrire par nous.

Nous comptons sur vous ! Merci.

✓ Didier Robert

Un nouvel outil de réduction des risques est arrivé : le « *Kit kiff* »

Le « *Kit kiff* » (voir composition page suivante), proposé par STEP (programme d'échange de seringues d'EGO) depuis 2003, a été le fruit d'un travail collectif, réalisé entre l'équipe d'EGO, quelques usagers de drogues et avec l'appui technique et scientifique du docteur Bertrand Lebeau (alors président de l'AFR¹) et de l'OFDT². Cette riche initiative a pu voir le jour grâce au soutien financier de la CPAM, par l'intermédiaire de M. Olivier Leroy, un interlocuteur attentif et clairvoyant.

ECHOS D'EGO



Les pathologies (irritations, inflammations, callosités, infections, etc.) que l'on observait sur les mains des consommateurs de crack nous ont très vite interpellés et interrogés. Il devenait urgent de savoir qui était concerné par ces problèmes, de comprendre comment ils survenaient et, surtout précisément, qu'elles étaient leurs conséquences sanitaires. Pour mieux comprendre cette situation, il est important de décrire ces mains : très souvent rugueuses, presque complètement desséchées, recouvertes de coupures profondes, de brûlures, d'ampoules et de crevasses. Nous nous sommes vite aperçus que l'origine de ces blessures était due à la façon de préparer et de fumer le crack et qui, sans être soignées et désinfectées, entraînaient des infections plus graves.

À la Goutte d'Or, en général, c'est le doseur à pastis qui sert de pipe à crack. Pour fumer la galette³, il est indispensable d'introduire un filtre dans un des orifices du doseur sur lequel est

déposé le crack. Pour la fabrication de ce filtre, un fil électrique souple est utilisé, duquel on aura retiré la gaine en plastique avec un cutter, et roulé en boule pour faire une sorte de pastille. Cette dernière est ensuite brûlée pour en extraire les impuretés et introduite dans le doseur pour servir de filtre. Cette complexe opération de fabrication occasionne de nombreuses blessures, car au moment de fumer le kiff⁴, il faut découper à l'aide d'un cutter un morceau de galette (morceau de crack) ce qui occasionne à nouveau des blessures. Ces gestes répétés, de façon compulsive, en l'absence totale d'hygiène, provoquent ces différentes pathologies des mains. Sachant que les crackeurs consomment souvent les produits en groupe et manipulent maintes fois leur matériel (dont l'utilisation est, elle aussi, collective) on peut aisément imaginer les situations de prises de risques encourus, notamment la contamination par le VIH et le VHC. À la fin d'un kiff, les usagers sont persuadés (un des effets induit par le produit) que les petites miettes

blanches par terre sont des résidus de crack et se penchent alors pour les ramasser de façon également compulsive (ce comportement est nommé dans le langage de la rue « *le syndrome de la poule* »). Ceci entraîne de nouvelles blessures.

Nous avons également constaté, non sans inquiétude, que les lèvres des consommateurs de crack par voie fumable sont aussi particulièrement abîmées. La proximité de la flamme du briquet produit, à la longue, des brûlures et des gerçures pouvant entraîner d'importants saignements. Le partage de la pipe à crack devient, ainsi, lui aussi, un possible vecteur de contamination par le VIH et le VHC.

De la réflexion à l'action : la mise en place du « *Kit kiff* ». L'ensemble de ces réflexions et constats a été enrichi par la participation de quelques membres de notre équipe à la CLAT⁵ où des équipes brésiliennes nous ont fait part de leurs expériences dans la fabrication de kit de réduction des risques pour

→ le crack fumable, de même que l'équipe argentine travaillant à Intercambios (Organisation Non-Gouvernementale). De surcroît, nos recherches bibliographiques⁵ nous ont amenés à identifier différentes études et recherches internationales qui ont mis en évidence le risque de contracter le VIH et le VHC par le partage de la pipe à crack.

En ce qui concerne les différents éléments qui composent le « *Kit Kiff* », il a fallu rechercher les fournisseurs. Pour remplacer le doseur à pastis, faire fabriquer une pipe en verre revenait à un coût trop élevé (4 euros/pièce), nous avons donc conservé (sur l'avis des usagers de drogues) le doseur à pastis. La commande de ces doseurs a grandement étonné le fabricant. En effet, il ne connaissait pas l'utilisation détournée qu'en faisaient les usagers de drogues. Il a donc fallu lui expliquer qu'il s'agissait d'un outil de prévention pour le convaincre du bien-fondé de cet achat. Pour le reste des matériaux, la recherche a été sans problème puisqu'ils sont d'une utilisation courante dans la vie quotidienne.

Les premiers résultats de la distribution du « *Kit kiff* ». La population qui fréquente STEP a été multipliée par 2 depuis sa mise en place. À chaque permanence, c'est entre 45 et 65 personnes qui passent, alors que nous en avons deux fois moins auparavant. Ce succès prouve l'utilité de cet outil de prévention auprès des fumeurs de crack. Ceux qui nous demandent le « *Kit kiff* », étaient, pour 37 %, inconnus de notre structure et pas du tout en contact avec celles de droit commun. Nous avons donc pu toucher une nouvelle population et faire passer plusieurs messages de prévention auprès d'elle. On constate que cette nouvelle population (pour la

plupart SDF) est plus exclue que celle que nous connaissions et son état sanitaire est souvent catastrophique. Grâce à ce « *Kit kiff* », nous avons pu faire évoluer le mode de consommation de ces usagers de drogues et ainsi diminuer considérablement la prise de risque. Par exemple, le filtre fabriqué précédemment en fil électrique souple a été remplacé par du papier aluminium, évitant toutes les blessures qu'occasionnait la fabrication de ce filtre. Avec les compresses alcoolisées, les usagers se désinfectent les mains. Le plastique dans lequel est enveloppée la galette (parfois les dealers pour cacher leur produit le garde dans la bouche et/ou dans l'anus), évite des infections. L'embout en plastique, personnel et amovible, permet une utilisation en groupe de la pipe sans danger de contamination et évite les brûlures des lèvres que provoquait le réchauffement du doseur à pastis en verre. D'autres résultats positifs de la distribution du « *Kit kiff* » ont pu être observés ; certains épiciers qui connaissaient les pratiques de consommation des fumeurs de crack, en profitaient pour vendre des doseurs à pastis et du fil électrique à des prix

Composition du « *Kit kiff* ».

- Quatre compresses alcoolisées qui servent à nettoyer les doigts, le doseur, l'embout et le plastique enveloppant la galette ;
- Un doseur servant de pipe pour fumer le crack avec une feuille d'aluminium attachée, servant de filtre ;
- Quatre autres feuilles d'aluminium et quatre élastiques qui servent à attacher le papier d'aluminium à votre doseur ;
- Quatre embouts adaptables au doseur ;
- Trois crèmes apaisantes et cicatrisantes. Elles doivent être utilisées sur les mains et les lèvres en cas de coupures, brûlures et irritations ;
- Un préservatif et un gel lubrifiant pour vous protéger lors des relations sexuelles.

**Ces outils sont à usage strictement personnel.
Ne les partagez et ne les empruntez pas.**

exorbitants, sachant qu'un usager de drogues mettrait le prix qu'on lui demanderait pourvu qu'il puisse se faire son kiff.

Par ailleurs, les fumeurs de crack arrachaient, parfois, les fils électriques dans les cages d'escalier, afin de fabriquer leur filtre. Aujourd'hui, ces pratiques sembleraient moins courantes, ce qui pourrait améliorer les relations entre usagers de drogues et habitants.

En guise de conclusion, la mise à disposition de ce nouvel outil est, pour notre équipe, un devoir de Santé publique et une exigence morale.

✓ **L'équipe de STEP**

1. AFR : Association Française de Réduction des risques.

2. ODFT : Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies.

3. Galette : Appellation populaire du crack commercialisé.

4. Kiff : Nom d'appellation du morceau de crack (pierre) vendu à la Goutte d'Or, aujourd'hui, à un prix variant entre vingt et trente euros.

5. CLAT2 : Conférence latine de réduction des risques liés aux usages de drogues, du 22 au 24 mai 2003 à Perpignan (France).

6. Recherches bibliographiques :
- Ward H., Pallearos A., Green A., Day S., (2000) Health issues associated with increasing use of « crack » cocaine among female sex workers in London. Sex Transm Infect. 76 (4) : 229-293 ;
- Faruque S., Edlin B.R., McCoy C.B., Word C.O., Larsen S.A., Schmid D.S., Von Bargen J.C., Serrano Y., (1996) Crack cocaine smoking and oral sores in three inner-city neighborhoods. J. Acquir Immune Defic Syndr Hum Retrovirol. 13 (1) :87-92.

L'AFR, vers une meilleure politique de Santé publique

Des usagers de drogues qui meurent d'overdoses. **Beaucoup.**

Des usagers de drogues qui meurent d'indifférence. **Trop souvent.**

Et puis des usagers de drogues qui meurent du SIDA. **Il faut arrêter cela.**

Quelques personnes y réfléchissent, chacune seule dans son coin. Elles se rencontrent. Se mobilisent. Créent un Collectif, Limiter La Casse, en 1993.

Il faut créer de nouvelles modalités d'accueil et de prise en charge. Répondre aux besoins immédiats d'hygiène et de convivialité. Favoriser l'accès aux soins. Créer des réseaux. Travailler avec les médecins, les usagers de drogues. Faire circuler une information crédible. Permettre l'accès au matériel d'injection, aux produits de substitution, ouvrir des boutiques, des Sleep'in.

Tout cela se fait dans l'urgence, dans les tâtonnements et dans une légalité très relative. La pratique nouvelle de réduction des risques, forte sur le terrain d'une efficacité constante, n'est ouverte que par une simple circulaire.

En quelques années, chiffres et témoignages à l'appui, Limiter La Casse a fait la preuve de la cohérence de sa démarche. Une dynamique d'intervention devant par principe s'auto-alimenter, le Collectif se dissout. Mais très vite, il apparaît aux protagonistes que rien n'est acquis.

Alors, en 1998, L'Association Française pour la Réduction des risques (l'AFR)¹ voit le jour.

Cependant, après tant d'années d'un



dur combat quotidien contre les idées reçues, il y a comme un essoufflement. Et, surtout, il manque un cadre législatif, clair et légitime, aux yeux de tous, les actions menées. Que la logique de Santé publique ait enfin tous ses droits face à la Sécurité publique.

Il faudra attendre février 2004 pour que le Sénat adopte un amendement allant dans ce sens.

Entre-temps, l'AFR a pris du recul, et a pris conscience de l'incontournable nécessité de fédérer les acteurs de la réduction des risques. Elle entend poursuivre le débat sur le plan politique, œuvrer pour de nouvelles avancées sociales et sanitaires, et développer un lobbying européen (associatif et politique) en faveur de la RDR et de la dépénalisation de l'usage de drogues.

En matière de toxicomanies, les idéologies sont légion, mais aujourd'hui,

il est bien établi que la mortalité des usagers de drogues est moins liée à l'usage de drogues qu'à la façon dont ces usagers sont traités.

Il reste à le faire entendre au plus grand nombre, et à poser, dans la concertation, les bases légales d'une politique de soins plus réaliste, plus efficace et plus humaine que la guerre à la drogue tristement inspirée du modèle américain.

L'AFR est ouverte aux personnes aussi bien qu'aux structures désireuses de s'unir pour une nouvelle politique de Santé publique. Pour la reconnaissance de la citoyenneté de tout usager de drogues, licites ou illicites.

✓ **Alain Ternus et Valère Rogissart,**
pour l'AFR

1. <http://reductiondesrisques.free.fr>

L'importance de la médiation sociale dans la réduction des risques

L'association Coordination Toxicomanies 18' (CT 18) est un dispositif de médiation sociale qui intervient sur les problèmes liés aux drogues et leurs répercussions dans les quartiers (La Chapelle-Marx Dormoy, Goutte d'Or et Simphon-Clignancourt). Elle est née d'une prise de conscience d'associations d'habitants du 18^{ème} arrondissement de Paris et de structures de soins et d'accueil pour usagers de drogues avec la volonté d'agir ensemble. Elle organise une médiation entre les habitants, les usagers de drogues et les institutions.



Certaines actions de CT 18 vont dans le sens de la politique de la Réduction des Risques, notamment dans le travail effectué par les médiateurs sur le terrain.

Au travers d'un discours de prévention, les médiateurs informent les usagers de drogues sur les risques sanitaires auxquels ils s'exposent lors de leurs consommations et recommandent l'utilisation de matériel à usage unique. Ils les orientent également vers les structures qui distribuent du matériel stérile et vers les structures socio-sanitaires et administratives pour toutes autres démarches.

Ils les sensibilisent et les responsabilisent par rapport à

l'environnement, au respect des lieux et des personnes, à la gestion de leur matériel usagé et aux dommages qu'ils peuvent causer à autrui.

CT 18 prend donc en compte la politique de réduction des risques dans son travail comme un élément de médiation ...

Parallèlement, les médiateurs interviennent auprès des habitants pour les informer sur les risques de contamination et sur le comportement à adopter avec les usagers de drogues quand ils s'introduisent dans leurs immeubles. À leur demande, les médiateurs orientent les habitants vers les structures spécialisées en toxicomanie, vers le

service de ramassage de matériel usagé ou toute autre structure pouvant répondre à leurs sollicitations (syndic pour améliorer une situation dans un immeuble, etc.).

Il existe de multiples situations, comme un immeuble insalubre qui subit des intrusions d'usagers de drogues, un autre dont le système de fermeture est défaillant, un immeuble dont un des habitants est usager ou revendeur de drogues, ou encore, un immeuble dont les parties communes ou des appartements servent de squat à des usagers de drogues. Dans tous les cas, il s'agit de sensibiliser et de mettre en lien toutes les personnes concernées par le problème (propriétaires, locataires, syndic, services de la mairie, police, etc.) soit de manière individuelle, soit en organisant des réunions. Cette mise en lien permet, à la fois, de mettre chacun face à ses responsabilités, d'obtenir des solutions concertées et, enfin, aux habitants de se réapproprier leur espace de vie.

Le travail des médiateurs permet également d'expliquer aux habitants la situation socio-sanitaire des usagers de drogues, leurs parcours de vie et les moyens limités de leur prise en charge.

Aller vers les usagers de drogues nécessite aussi d'organiser des ➔

...si de nombreux injecteurs vont chercher des seringues stériles dans les structures prévues à cet effet, leurs pratiques de consommation ne prennent pas toujours en compte les recommandations que préconise la réduction des risques...

→ tournées dans les squats et dans les immeubles pour prévenir les risques liés à la consommation, de procéder au ramassage du matériel de consommation usagé ou d'appeler les services compétents en fonction de la quantité de matériel usagé laissé sur les lieux. Les médiateurs accompagnent également les usagers de drogues vers les structures adaptées quand il y a prise de risque. Cet accompagnement permet aux toxicomanes d'avoir accès aux soins et d'intégrer le réflexe de recourir aux structures hospitalières en cas de prise de risque.

CT 18 prend donc en compte la politique de réduction des risques dans son travail comme un élément de médiation entre les habitants, les usagers de drogues et les institutions.

Les médiateurs vont quotidiennement dans la rue à la rencontre des habitants et des usagers de drogues en errance. Cette expérience de terrain leur permet de mesurer l'impact de la réduction des risques dans cet environnement.

D'une part, ils observent que les pratiques de consommation des usagers de drogues comportent toujours des risques. En effet, si de nombreux injecteurs vont chercher des seringues stériles dans les structures prévues à cet effet, leurs pratiques de consommation ne prennent pas toujours en compte les recommandations que préconise la réduction des risques, c'est-à-dire l'utilisation individuelle d'un matériel à usage unique et les règles



d'hygiène. Les consommateurs par voie orale (crack fumé) utilisent peu le matériel stérile et partagent très régulièrement leur matériel de consommation. C'est pourquoi, il est indispensable de continuer à mener un travail de prévention auprès des usagers de drogues.

D'autre part, il faut tenir compte de la situation sociale très précaire des usagers de drogues qui sont la plupart du temps sans-abri, sans ressources et sans soutien familial. Ils sont donc amenés à vivre et à consommer dans des lieux insalubres (squats, terrains vagues, caves, sanisettes, halls d'immeubles, etc.) qui favorisent les risques de contamination et d'infection du matériel. En effet, s'il existe du matériel stérile, les lieux où les usagers de drogues consomment, réduisent, voire annulent la portée de la réduction des risques.

Si l'accès au matériel de consommation est relativement facilité dans le 18^{ème} arrondissement de Paris, compte tenu de l'existence de plusieurs structures qui en distribuent, une difficulté demeure pour les usagers de drogues : parvenir à conserver ce matériel. En effet, la gestion et la conservation du matériel

restent difficiles pour les usagers de drogues qui n'ont pas de lieu d'hébergement stable où le stocker, compte tenu des risques qu'ils prennent au regard de la loi de 1970 sur les stupéfiants.

Par ailleurs, cette situation n'est pas sans dommage pour les habitants qui subissent les conséquences directes de la consommation de drogues dans leur quartier. Ils retrouvent souvent du matériel de consommation usagé dans les parties communes de leurs immeubles et sur les trottoirs de leurs quartiers.

Si la distribution du matériel de consommation et les messages de prévention sont indispensables, sur le terrain, la nécessité d'intégrer ces actions dans une approche plus globale de l'usage de drogues s'impose. La réduction des risques doit aussi prendre en compte l'aspect social et environnemental de la population toxicomane. Il ne peut y avoir de réduction des risques sanitaires sans une réduction de la précarité sociale des usagers de drogues. Le travail des médiateurs de CT 18 est d'agir dans l'environnement pour la prise en compte de cette réalité de terrain.

Ainsi, CT 18 s'inscrit dans la politique de réduction des risques définie comme l'« ensemble des stratégies visant à limiter les risques sanitaires et sociaux liés à l'usage de drogues ».

✓ Clémence Field et Mamadou Diagona,
pour les médiateurs de Coordination

Toxicomanies 18

1. Coordination Toxicomanies 18
87 rue Marcadet 75018 Paris
M^o Marcadet-Poissonniers
Tél. : 01 53 28 08 89
Mail : coord-tox18@wanadoo.fr
Du lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures

Perpignan : Ascote, les « champions » de la réduction des risques



Les Pyrénées Orientales en chiffres

- 479 968 habitants, dont 105 000 à Perpignan ;
- Densité : 27 habitants au Km² ;
- Territoire frontière avec l'Espagne, de « passage », de circulation, y compris de produits illicites ;
- Premier département, proportionnellement au nombre d'habitants, pour la prescription de Subutex.

En novembre 2003, quatre membres de l'équipe d'EGO se sont rendus à Perpignan à la rencontre d'une association qui fait parler d'elle. À l'heure où beaucoup de programmes constatent une baisse de la demande en matière de matériel d'injection, Ascote voit, au contraire, son activité augmenter de manière significative, passant de 20 744 seringues distribuées en 1998 à 158 000 en 2002, au risque même d'être victime de son succès si les financeurs ne prenaient pas en compte cette progression !

L'association Ascote a été créée fin 1996, et la rapidité de son développement ne manque pas de surprendre. Ceci malgré un début perturbé en 1997 par l'impossibilité de trouver un local. La réduction des risques a souvent du mal à construire sa légitimité ! Ce sont aujourd'hui trois programmes différents d'échange de matériel d'injection (PEMI) qui agissent en complémentarité sur l'ensemble des Pyrénées-Orientales, offrant un modèle à d'autres départements.

Tout d'abord, en 1998, l'association a fonctionné avec un bus d'échange de matériel d'injection. Depuis l'ouverture de la boutique « L'endroit », en 2000 (enfin !), ce bus n'assure plus qu'une permanence, mais il continue d'offrir la possibilité d'un travail de proximité en allant à la rencontre de nouveaux publics qui ne viendraient pas vers la structure.

En 1999, se met en place un réseau de pharmacies de ville (PEMI-PO). Ce réseau regroupe une dizaine de pharmacies à Perpignan même mais aussi en zone rurale. Ascote se charge de la logistique d'approvisionnement et de récupération du matériel usagé lors d'une tournée hebdomadaire. Une forme de protocole d'échange est conclue avec les usagers (« un pour un », soit un kit propre pour un kit souillé) et les taux de récupération vont de 70 % à 80 % ! Le succès de ce système (de 24 969 kits distribués en 2000 à 60 000 en 2002) a amené l'association à demander une rallonge budgétaire pour pouvoir finir l'exercice 2002. Si la DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales) et la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) des Pyrénées-Orientales, les financeurs, ont suivi pour permettre cette poursuite de l'action, le travail de prospection →

Le pharmacien

Je le rencontre, en accompagnant le collègue d'Ascode, lors de sa tournée hebdomadaire. Dans ce petit village des Pyrénées, il est le seul « agent de santé » et ce jeune pharmacien prend ce rôle très au sérieux ! En ce mois de novembre, aucun échange de seringues cette semaine, pas besoin de compléter le stock ni de récupérer les containers de matériel usagé. « Ce n'est pas pareil en été » raconte-t-il à la parisienne que je suis, « ils sont parfois jusqu'à dix minibus garés sur la place. » Alors, oui, les besoins en matériel augmentent. L'hiver, il a plus à s'occuper des personnes âgées : la misère et l'exclusion, ça existe aussi à la campagne. " C'est peut-être juste moins visible ", conclut-il après avoir raconté la fin de l'une d'elles, seule dans sa maison sans électricité.

Petit cours d'injection propre !

Elle a à peine dix-huit ans, de nombreux piercing, le look de ces très jeunes gens mal connus des structures classiques, mais dont on parle tant, cherchant à les définir sous des noms divers... à la frontière des mouvements techno ? Des « *travellers* ? » « *Jeunes errants* ? » Elle explique en toute simplicité et en grande confiance à l'une des éducatrices pourquoi le Subutex « *c'est quand même meilleur quand on le shoote.* » Imperturbable, avec une infinie patience, l'éducatrice lui rappelle que ce n'est pas prévu pour, qu'il contient des particules dangereuses, qui peuvent boucher les veines. Puis, avec le même calme, elle explique comment on peut minimiser ses risques, présente le nouveau filtre et montre avec une seringue comment l'utiliser.

Ce qui se joue, là, ce n'est visiblement pas seulement une question de risques sanitaires. Pour cette jeune fille à peine sortie de l'adolescence, en rupture avec sa famille, une relation de confiance avec un adulte qui l'aide, sans la juger, ni la condamner, doit avoir une tout autre portée.

➔ après des pharmacies commencé sur les zones côtières (Argelès, Canet, Saint-Cyprien, etc.) a dû être suspendu ! Tout cela sera complété en 2001 par la création d'une Equipe Mobile de Proximité (EMP), qui renforce le travail de proximité en le complétant par un travail de rue dans les quartiers de Perpignan.

Chacun de ses programmes a ses spécificités, mais ils sont parfaitement complémentaires, agissant en quelque sorte en synergie, offrant à chaque usager une diversité d'accès et la possibilité d'un parcours : celui-ci, après une rencontre « *sur la dalle* » avec l'éducatrice de rue, viendra chercher plus tard un kit à l'antenne mobile, finira par venir au local à l'occasion d'un soin infirmier. Un accompagnement plus

suivi pourra alors être envisagé. Tel autre, souhaitant la discrétion achètera son kit à la pharmacie. D'autres viendront directement à « *L'endroit* » amenés par un ami, etc.

Ce qui semble être une constante dans ces programmes, c'est la grande attention à « *l'autre* » quel qu'il soit. La visite hebdomadaire aux pharmaciens n'est pas qu'un simple « *remplissage des rayons* » comme le font certains dans la grande distribution: c'est l'occasion d'un véritable échange entre partenaires, où peuvent être posées les questions, transmises les informations, les observations. S'y ajoutent la visite régulière de l'infirmier, ainsi que des rencontres entre tous les participants au réseau. À « *L'endroit* », grande salle

claire et agréable, d'une propreté irréprochable à laquelle s'ajoutent une salle pour l'hygiène (avec douche et machine à laver) et une infirmerie, toute l'équipe participe à l'accueil que l'on sent chaleureux. Même comme visiteur, nous serons facilement acceptés, en confiance. Dans le bus de l'antenne mobile tout a été pensé pour le confort, afin qu'il soit, même réduit, un véritable lieu d'accueil. À noter, une forte fréquentation féminine (plus 60 % entre 98 et 2000), chose assez rare pour être signalée.

Outre ces activités, Ascode s'implique, dans le cadre de la Santé publique, dans diverses activités telles que le Plan Départemental de Lutte contre les Dépendances et les Toxicomanies, le Comité de Pilotage VIH, le Réseau Ville-Hôpital, etc.

L'association a aussi activement contribué à la mise au point de nouveaux filtres non absorbants, en collaboration avec l'association Apothicom, concepteur du Steribox. Sans oublier qu'elle a aussi assuré le secrétariat exécutif de la deuxième CLAT (Conférence Latine de réduction des risques) qui s'est déroulée à Perpignan, au printemps 2003.

✓ Sandrine Guillon

La Suisse est un pays singulier

Sa neutralité, sa tradition intellectuelle nourrie de foi calviniste, sa culture de la démocratie directe, sa grande richesse, enfin, font de cet État le royaume d'une (bien paisible) excentricité politique. La voie helvétique en matière de drogue n'est qu'un exemple parmi d'autres de cette grande singularité. Pourquoi, alors, a-t-on ce sentiment si fort que, sur ce sujet particulier, les autres pays d'Europe, dont la France, sont simplement « à la traîne » des helvètes, ce que nous ne dirions pas de leur système général de protection sociale ?

C'est sans doute le fait, qui m'a frappé au cours de ce voyage, du caractère d'évidence qu'a pris en si peu de temps la fameuse « *politique des quatre piliers*. » On est très vite impressionné à Genève par le fait que tout y est très propre (pardon du cliché mais c'est si vrai !) et très organisé, pour ne pas dire très régenté, par une solide autodiscipline bourgeoise et puritaine. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de pauvreté, ou au contraire de fantaisie, dans cette ville. Cela veut dire que pour satisfaire à ce très haut niveau d'exigence en matière de tranquillité, les genevois sont prêts à aménager des espaces dédiés à ces marges qui ne vivent pas exactement la même réalité qu'eux. Espaces qui, pour remplir efficacement leur rôle, doivent satisfaire à leur tour les aspirations de leurs usagers. Il en va donc ainsi de l'usage de drogue et Quai 9 en est un parfait exemple : les injecteurs sont là, ils gênent parce que leurs pratiques choquent, on leur propose un lieu qui réponde à leurs besoins sanitaires et leur offre un peu de convivialité.

On sait, en Suisse comme ailleurs, que les drogues existent et qu'elles répondent (en bien ou en mal) à plusieurs types de besoins ou d'envies d'une partie de la population. On sait qu'il n'existe pas un ou même cent types de comportements face à l'usage de produits psychotropes mais une si

grande multitude qu'il serait vain de chercher à les dénombrer. On sait aussi que ces usages (notamment quand ils deviennent compulsifs) posent des problèmes sanitaires, psychologiques et sociaux et peuvent induire des comportements problématiques ou délictueux. Ce qui distingue, au final, la politique des « *quatre piliers* », c'est qu'au lieu de maintenir l'éternel débat (toujours très actuel en France) entre ceux qui disent que ce sont plus des problèmes de sécurité et ceux qui disent que ce sont plus des problèmes sociaux (ou psychologiques ou sanitaires, etc.), cette politique affirme, une fois pour toutes, que les problèmes posés

peuvent être de toutes ces natures et que ce sont donc des réponses de toute nature que la société se doit d'apporter.

Il ne faut donc pas chercher en Suisse une terre d'utopie merveilleuse. Certes, il y a des gens vraiment sympas (en tout cas parmi les équipes et les usagers que nous avons rencontrés) mais il y a surtout des gens très pragmatiques et un souci permanent d'efficacité. Alors pour une fois qu'efficacité et tolérance font bon ménage... on a envie de rêver que tout ça, en France, soit devant nous.

✓ Eric Labbe

La réduction des risques à Genève : un modèle pour l'Europe

C'est en 1991, que le Conseil Fédéral Suisse a mis en place le programme ProMeDro, ensemble de mesures visant à soutenir les actions des cantons, des communes et des organisations privées destinées à réduire les problèmes de drogues. Cette politique est nommée « *politique des quatre piliers* », puisqu'elle repose sur : la prévention, la thérapie et la réintégration, la réduction des risques et l'aide à la survie, et la répression et le contrôle.

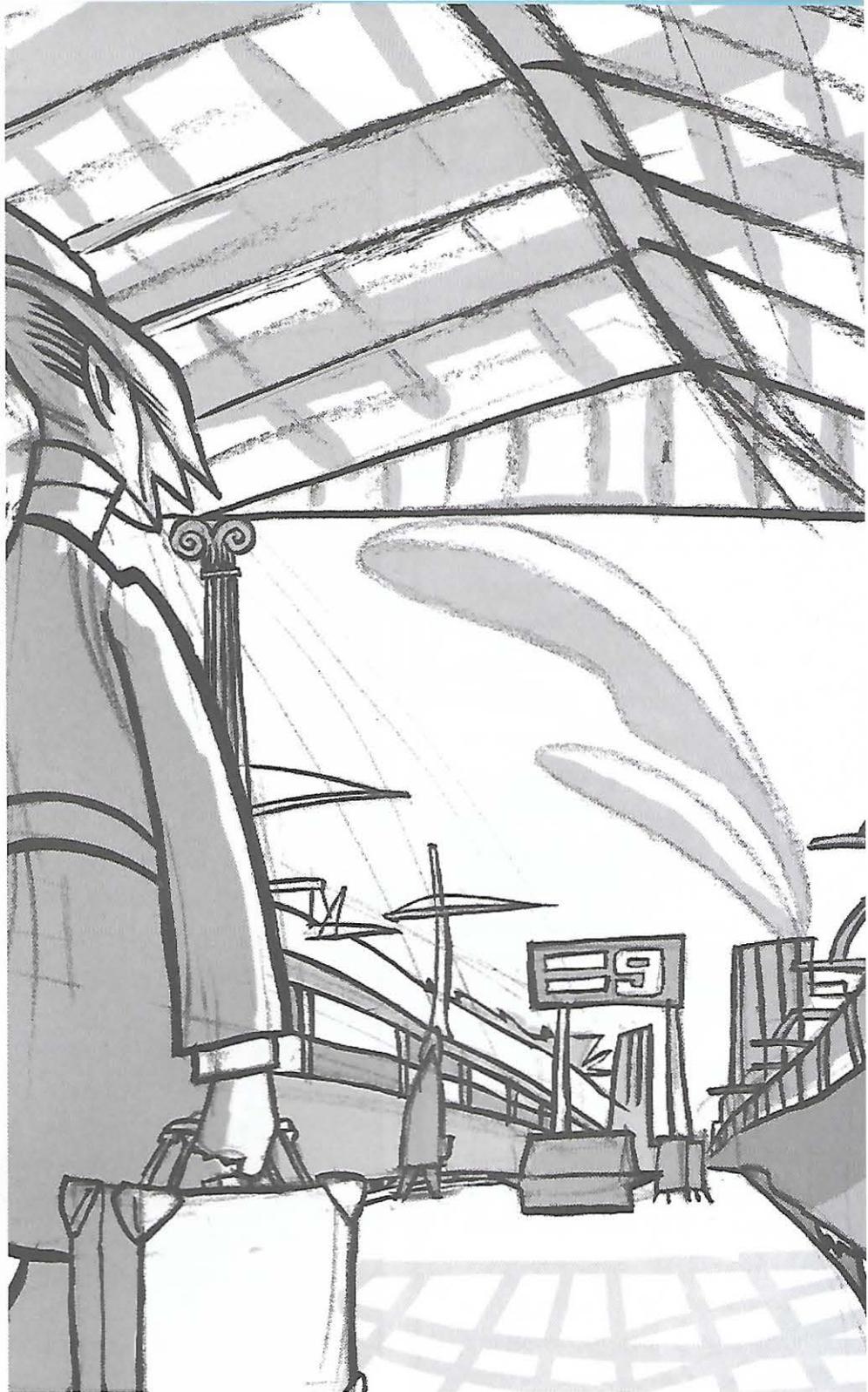
Antenne de l'Aide Suisse contre le SIDA, le Groupe SIDA Genève (GSG) a développé une large palette de services aux personnes qui consomment de la drogue. Dès 1991, le Bus Itinérant de Prévention SIDA (BIPS) et le Bus Boulevard permettent, en soirée, aux usagers de drogues de se procurer du matériel d'injection stérile, des informations de prévention ou plus simplement de se reposer, de boire quelque chose et de se réchauffer en hiver. Depuis 1996, cette offre est complétée par un travail de rue, réalisé en dehors des heures de présence des bus. Enfin, en 2001, Quai 9, espace d'accueil avec possibilité d'injection est mis en place.

✓ Guillaume Pfau, Mariame Sagna, Abdelkrim Benabdallah et Alberto Torres

Quai 9

Le 26 décembre 2001, Quai 9 a ouvert ses portes. Ce dispositif expérimental de réduction des risques liés à l'usage de drogues, financé à hauteur de 1,5 million de francs suisses (1 million d'euros) par l'État de Genève, est rattaché au Groupe SIDA Genève. Situé en bordure du quartier des Grottes, et surtout à deux pas de la gare Cornavin, haut lieu du deal de rue à Genève, il propose aux consommateurs de drogues un espace d'accueil avec possibilité d'injection. Dans le souci d'être à proximité des lieux de trafic et de consommation, le programme est installé dans une structure « modulaire » mobile, et donc susceptible d'être déménagée à moindre coût en fonction des possibles déplacements de la scène de la drogue dans la ville. L'espace d'accueil et la salle d'injection se partagent le rez-de-chaussée du bâtiment, les bureaux se trouvant à l'étage supérieur.

Privilégiant, à juste titre, une approche globale des problèmes posés par la consommation de drogues par voie intraveineuse aux alentours de la gare, Quai 9 développe ses actions dans une perspective tenant compte à la fois de l'intérêt des usagers de drogues et de celui des habitants des quartiers concernés. D'une part, un volet sanitaire a pour objectif de limiter les risques sanitaires qu'encourent les usagers de drogues s'injectant dans l'espace public dans de mauvaises conditions



d'hygiène, ce qui, dans le contexte d'une nette augmentation de la consommation de cocaïne par voie intraveineuse depuis la fin des années 90, avait donné lieu à de nombreuses hospitalisations suite à des infections et des overdoses. D'autre part, un volet social vise à réduire les nuisances dont se plaignaient des habitants, confrontés à la vision de toxicomanes en train de s'injecter et à la présence de seringues abandonnées. Ce deuxième volet tient également compte de la nécessité de

permettre aux usagers de drogues de préserver leur dignité en effectuant leur prise à l'abri des regards publics.

La fréquentation du programme a quasiment quadruplé entre décembre 2001 et fin 2002, passant de 30 à 110 injections par jour, preuve indiscutable de son utilité. Aujourd'hui, il est même victime de son succès, les limites de sa capacité d'accueil étant atteintes.

La part des usagers fréquentant →

→ uniquement le lieu d'accueil n'est pas comptabilisée, mais, de l'avis général, elle représente une très mince proportion du public reçu à Quai 9. C'est donc surtout à la salle d'injection qu'ont recours les personnes accueillies. Pourtant, l'équipe de Quai 9 se soucie de ne pas limiter la fonction du lieu d'accueil à celle de « *salle d'attente* ». En effet, le bar, propose, pour un prix modique, des collations légères, des boissons chaudes, des jus et des sodas, ainsi que l'aménagement de l'espace, à la manière d'une salle de restaurant, l'organisation de moments collectifs de discussion (le « *moment femmes* » et le « *moment collectif* ») et d'actions d'intérêt général (le ramassage de seringues par des usagers) qui favorisent une ambiance conviviale, facteur de construction de liens sociaux. En outre, le public peut bénéficier de soins médicaux, de messages de prévention et d'un travail social d'orientation. Par ailleurs, des « *soirées voisins* », réunions d'information qui rassemblent les accueillants de Quai 9, des habitants, des représentants des services publics municipaux (policiers, cantonniers etc.) sont organisées régulièrement en dehors des heures d'ouverture, et participent d'une dédramatisation de la situation et d'une transformation des représentations négatives sur les toxicomanes de la part des habitants confrontés au phénomène.

Un usager qui entre à Quai 9 commence par s'inscrire sur la liste d'attente pour accéder à la salle d'injection. Du matériel stérile nécessaire à une injection lui est remis. Reste à patienter que son numéro s'affiche pour qu'il puisse s'installer, dans une pièce mitoyenne dont l'accès est strictement réglementé, à l'une des six tablettes individuelles où il pourra se faire une

Entr'acte

Entr'acte est le centre d'accueil et d'orientation pour usagers de drogues de l'association Argos, qui regroupe en outre des structures de « *séjours résidentiels* » s'apparentant aux postcures françaises.

À certains égards, les actions d'Entr'acte ressemblent à celles du centre d'accueil d'EGO : convivialité entre accueillants et accueillis, écoute et conversation, orientations pour la réinsertion sociale et activités collectives. Mais à certains égards seulement, car vues de près, les deux structures présentent des différences notables. D'abord, Entr'acte n'est pas à proprement parler un lieu d'accueil « *à bas seuil d'exigence à l'accès* », dans la mesure où y sont admis uniquement les usagers de drogues s'étant engagés à s'inscrire dans un parcours de soin ou de réinsertion sociale. Cependant, les objectifs à atteindre peuvent être relativement modestes : intégrer un programme de distribution de méthadone, démarcher pour l'obtention d'un logement, etc. Ensuite, le local est situé à l'écart des scènes de deal et de consommation où errent les usagers de drogues les plus marginalisés. Occupant le rez-de-chaussée d'un immeuble résidentiel de qualité, la lumière du jour y pénètre largement par de grandes baies vitrées qui donnent accès à un parc boisé.

Enfin, les moyens humains et matériels dont dispose Entr'acte sont infiniment plus importants que ceux d'EGO. Ainsi, au cours d'une après-midi, quatre éducateurs reçoivent en moyenne douze usagers de drogues (contre cinq accueillants pour à peu près soixante usagers par jour à EGO). De même, le local d'Entr'acte s'étend sur plus de 300m² (60m² à EGO), et comporte plusieurs salles d'accès à l'outil informatique, une grande cuisine (où des usagers préparent quotidiennement un repas partagé avec les accueillants), une table de ping-pong, un salon confortable entouré d'une bibliothèque, et un bureau par éducateur pour les entretiens individuels.

Si les visiteurs d'EGO ont été légitimement interloqués par la qualité des conditions de travail de leurs collègues genevois, significative de choix politiques divergents de la part des décideurs de leur pays respectif en matière d'actions publiques vers des populations les plus démunies, et en particulier des toxicomanes en grande précarité, il convient d'apporter un bémol à ce constat. En effet, Argos traverse une période de réduction budgétaire qui risque de mettre en péril l'existence même d'Entr'acte.

✓ Guillaume Pfaus, Mariame Sagna, Abdelkrim Benabdallah et Alberto Torres

seule injection. Ensuite, soit il quittera Quai 9, soit il reviendra dans la salle d'accueil, et éventuellement s'inscrira à nouveau sur la liste d'attente...

Il arrive à l'équipe de Quai 9 de tenter de dissuader un usager, visiblement en mauvais état, de consommer à nouveau. Mais l'accès à la salle d'injection n'est jamais refusé : « *si on empêche une personne de s'injecter ici, elle le fera tout de même, mais dans la rue, sans hygiène et sans surveillance,*

avec parfois des conséquences dramatiques. Alors, même si c'est parfois difficile pour nous, il vaut mieux que ça se passe ici, comme ça s'il y a un problème, on peut intervenir immédiatement », argumente une accueillante. Une leçon de pragmatisme pour les décideurs français, invités à méditer sur les choix pertinents à faire en matière de réduction des risques.

✓ Guillaume Pfaus, Mariame Sagna, Abdelkrim Benabdallah et Alberto Torres

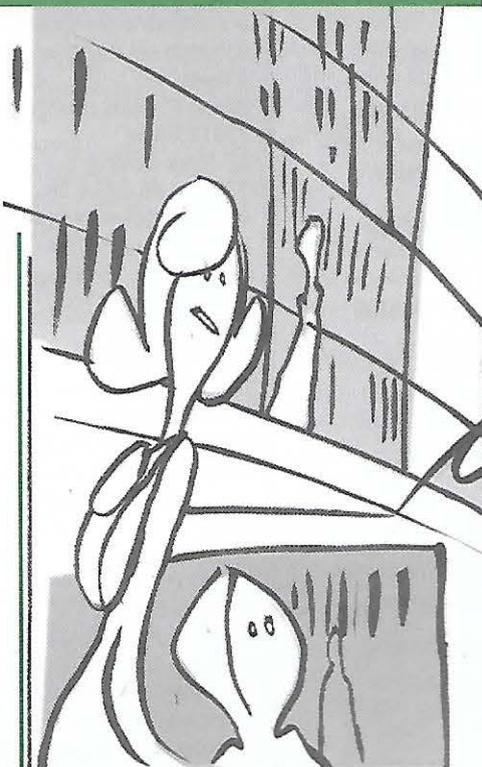
Le PEPS : la prescription d'héroïne pour une vie meilleure

Le programme expérimental de prescription médicale de stupéfiants (PEPS), créé en 1995 par la Division d'Abus de Substances de Genève, propose des traitements comprenant la délivrance d'héroïne à des consommateurs d'opiacés dépendants.

Une prise en charge globale. Ce programme s'adresse aux Genevois qui n'arrivent pas à arrêter leur consommation d'héroïne injectable, recherchent une aide dans leur toxicomanie et manifestent le souhait de s'éloigner du milieu de la drogue. En plus d'un traitement comportant de l'héroïne injectable, avec ou sans méthadone, le PEPS propose à ses patients une aide médicale, sociale et psychologique, dispensée par une équipe constituée d'un psychiatre, d'un interne, d'un assistant social et d'infirmiers spécialisés.

Pour y être admis, il faut avoir consommé de l'héroïne intraveineuse pendant plus de deux ans, fournir les preuves d'un échec à deux traitements de sevrage ou de substitution, être âgé de plus de dix-huit ans, et accepter de participer à l'évaluation scientifique du programme. Pendant la période du traitement, il est notamment exigé des patients de se présenter au centre une à trois fois par jour, 7 jours/7, de renoncer à prendre le volant, de se prêter aux entretiens prévus avec l'équipe et de respecter la convivialité et les règles d'usage, qui doivent être strictement observées sous peine d'exclusion.

Des résultats éloquentes. Selon un membre de l'équipe, « le premier objectif du



PEPS est de sortir les gens de la rue, l'abstinence n'est pas le but ». Symbole de l'efficacité du traitement, un usager, auparavant, en voie de désocialisation, a pu reprendre son activité professionnelle : il est directeur de bibliothèque. Et, paradoxalement, l'évaluation scientifique des parcours montre qu'une proportion considérable d'anciens patients du PEPS, après une période de réorganisation de leur existence, souvent suivie du passage par un traitement de substitution, ont réussi à devenir complètement abstinentes.

✓ **Guillaume Pfau, Mariame Sagna, Abdellkrim Benabdallah et Alberto Torres**



AUTO-SUPPORT

ASUD

Auto-Support des Usagers et ex-usagers de Drogues
204/206 rue de Belleville
75020 Paris
M° Télégraphe
Tél. : 01 43 15 00 66
asudnational@club-internet.fr

ACT UP PARIS

45 rue Sedaine
75011 Paris
M° Voltaire
Tél. : 01 48 06 13 89

CIRC

Collectif d'Information et de Recherche Cannabique
circ-fede@circ-asso.org

TECHNO PLUS

64 rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 49 29 90 30
www.imagnet.fr/proselyt

SERVICES TÉLÉPHONIQUES D'URGENCE

Anonymes et gratuits

DROGUES, ALCOOL, TABAC INFO SERVICE

Service national
d'information, de prévention
sur les dépendances
24h/24
Tél. : 113

SIDA INFO SERVICE

24h/24
Tél. : 0800 840 800

HEPATITES INFO SERVICE

9h00 à 23h00
Tél. : 0800 845 800

SIDA INFO DROITS

mardi 16h00/24h00
jeudi 16h00/20h00
vendredi 14h00/18h00
Tél. : 0801 636 636

ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA

AIDES ÎLE-DE-FRANCE

119 rue des Pyrénées
75020 Paris
M° Maraîchers
Tél. : 01 53 27 63 00

AIDES PARIS

52 rue du Fbg Poissonnière
75010 Paris
M° Poissonnière
Tél. : 01 53 24 12 00

SOLIDARITE ENFANTS SIDA

Familles touchées par le SIDA
24 rue Lieutenant Lebrun
93000 Bobigny
M° Bobigny/Pablo Picasso
Tél. : 01 48 31 13 50

DESSINE-MOI UN MOUTON

Enfants touchés par le
VIH/SIDA et à leur famille
35 rue de la Lune
75002 Paris
M° Bonne Nouvelle
Tél. : 01 40 28 01 01

ARCAT SIDA

Tout public touché par le VIH
94/102 rue de Buzenval
75020 Paris
M° Buzenval
Tél. : 01 44 93 29 29 (sur rdv)

PASTT

(Prévention Action Santé Travail
pour les Transgendres)
94 rue La Fayette
75010 Paris
Tél. : 01 53 24 15 40

APPARTEMENTS THÉRAPEUTIQUES

SOS HABITAT ET SOINS

Pour les personnes touchées
par le VIH/SIDA
379 av. du Pdt Wilson
93300 La Plaine Saint-Denis
Tél. : 01 55 87 55 56

AURORE ESPACE RIVIÈRE

Pour les personnes touchées
par le VIH/SIDA
23 rue du Dessous des Berges
75013 Paris
M° Porte d'Ivry
Tél. : 01 45 86 80 30

ASSOCIATION CHARONNE

Pour les usagers de drogues
3 quai d'Austerlitz
75013 Paris
M° Quai de la Gare
Tél. : 01 45 83 22 22

CENTRE DIDRO

Pour les usagers de drogues
9 rue Pauly
75014 Paris
M° Plaisance
Tél. : 01 45 42 75 00

LES BOUTIQUES

LA BOUTIQUE

(espace mixte)
Douche, soins,
accompagnement social,
échange de seringues, machine
à laver
86 rue Philippe de Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 94 84
boutik18@club-internet.fr
Du lundi au vendredi
De 10h30 à 12h00
et de 13h00 à 17h00

BEAUREPAIRE

Accueil, accompagnement,
consultation médico-sociale,
soins infirmiers, douche,
programme d'échange de
seringues, conseil juridique (sur
rdv)
9 rue Beaurepaire
75010 Paris
M° République
Tél. : 01 53 38 96 20
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 13h00
et de 14h00 à 17h00
(fermée le jeudi après-midi)

BOUTIQUE BOREAL/LA TERRASSE

64 ter rue de Meaux
75019 Paris
M° Jaurès
Tél. : 01 42 45 16 43
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 18h00
Ouvert au public
De 11h00 à 13h00
et de 14h00 à 16h00

SIDA PAROLE

Programme d'échange de
seringues, douche,
permanences médicales,
sociales et psychologiques
8/10 rue Victor Hugo
92700 Colombes
Tél. : 01 47 86 08 90

SOINS

MÉDECINS DU MONDE

Soins, consultations
62 av. Parmentier
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 43 14 81 61

C.M. BOURSULT

Accueil pour personnes en
difficulté, consultation, dépistage
VIH et orientations
54 bis rue Boursault
75017 Paris
M° Rome
Tél. : 01 53 06 35 60
Du lundi au vendredi
De 8h45 à 12h30
et de 13h30 à 17h15
(le vendredi jusqu'à 16h40)

CENTRE MOULIN JOLY

Suivi médical et social pour des
populations confrontées au
VIH/SIDA
5 rue du Moulin Joly
75011 Paris
M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 87 87

LA TERRASSE

Accueil et consultations
222 bis rue Marcadet
75018 Paris
M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 03 12
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 18h00

SPECIAL FEMMES

LA BOUTIQUE

(espace femme)
Douche, soins,
accompagnement social,
échange de seringues et
machine à laver
84 rue Philippe de Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 87 17
Du lundi au vendredi
De 10h30 à 17h00

DDP

brique, nous nous excusons d'avance auprès des partendires dont les coordonnées ne figurent pas dans ce numéro
es dans tous les secteurs d'activités les concernant.

□ HORIZONS

10 rue Perdonnet
75010 Paris
M° La Chapelle
Tél. : 01 42 09 84 84
Du lundi au vendredi
Le matin
De 9h30 à 12h30
L'après-midi
Lundi, mardi et mercredi
De 13h30 à 18h00
Vendredi
De 14h30 à 18h00

□ CŒUR DE FEMMES

Accueil et suivi de femmes en
grande exclusion
77 rue Château des Rentiers
75013 Paris
M° Nationale
Tél. : 01 45 83 52 72
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 17h00

□ LES AMIS DU BUS DES FEMMES

Accueil de femmes prostituées
6 rue du Moulin Joly
75011 Paris
M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 98 98

□ AMICALE DU NID

Service d'Accueil et
d'Orientation (S.A.O.) Accueil et
réinsertion de femmes ou
d'hommes prostitués(es)
majeurs(es) seuls(es) ou avec
enfant(s)
21 rue du Château d'Eau
75010 Paris
M° République
Tél. : 01 42 02 38 98
Du lundi au vendredi
De 9h00 à 18h00

SUBSTITUTION MÉTHADONE

□ SOS DROGUE INTERNATIONAL

Espace Parmentier
62 bis av. Parmentier
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 43 14 81 50

□ RÉSEAU RIVE GAUCHE

Pour les usagers de drogues
habitant la Rive Gauche
Tél. : 01 45 45 30 90

□ CENTRE PIERRE NICOLE

27 rue Pierre Nicole
75005 Paris
RER Port-Royal
Tél. : 01 44 32 07 90



□ LA TERRASSE

Unité méthadone
224 rue Marcadet
75018 Paris
M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 01 11
Du lundi au vendredi
De 8h30 à 16h30

□ MONTE CRISTO

Hôpital Européen Georges
Pompidou
20 rue Leblanc
75015 Paris
M° Balard
Tél. : 01 56 09 26 91

□ CENTRE CASSINI

8 bis rue Cassini
75014 Paris
M° Saint-Jacques
Tél. : 01 58 41 16 78

□ NOVA DONA

104 rue Didot
75014 Paris
M° Pernety
Tél. : 01 43 95 81 75

SEURAGES

□ CENTRE MARMOTTAN

19 rue d'Armaillé
75017 Paris
Tel. : 01 45 74 00 04
M° Charles De Gaulle-Étoile
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 19h00

□ HÔPITAL FERNAND WIDAL

Espace Murger
200 rue du Fbg Saint-Denis
75010 Paris
M° La Chapelle
Tél. : 01 40 05 42 14 (sur rdv)

SORTANTS DE PRISON

□ SRAIOSP

Aide à la réinsertion pour
sortants de prison (sans sursis,
ni mise à l'épreuve)
4/14 rue Ferrus
75014 Paris
M° Glacière
Tél. : 01 44 32 72 33 (sur rdv)

□ ANPE ESPACE LIBERTÉ EMPLOI

Aide à la recherche d'emploi ou
de stage pour sortants de prison
75 rue Rochechouart
75009 Paris
M° Anvers
Tél. : 01 53 20 68 18

□ PASS JUSTICE

Etre présenté par un travailleur
social
27 rue Pierre Nicole
75005 Paris
M° Port-Royal
Tél. : 01 44 32 07 60

□ L'ESTRAN

Etre présenté par un travailleur
social
10 rue Ambroise Thomas
75009 Paris
M° Poissonnière
Tél. : 01 53 24 92 20 (sur rdv)

□ LE VERLAN

Centre d'hébergement
Etre présenté par un travailleur
social
35 rue Piat
75020 Paris
M° Pyrénées
Tél. : 01 44 62 26 90

□ STRASBOURG 75

17 rue de l'Échiquier
75010 Paris
M° Strasbourg Saint-Denis
Tél. : 01 42 46 06 73

DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS

□ CRIPS

(Centre Régional d'Information
Prévention SIDA)
Tour Montparnasse
33 av. du Maine
75015 Paris
M° Montparnasse-Bienvenue
Tél. : 01 56 80 33 33
www.crips.asso.fr

□ OFDT

(Observatoire Français des
Drogues et des Toxicomanies)
105 rue Lafayette
75010 Paris
M° Poissonnière
Tél. : 01 53 20 16 16

SUIVIS PSYCHOLOGIQUES

□ LA CLEPSYDRE

6 rue Deguerry
75011 Paris
M° Goncourt
Tél. : 01 40 21 39 57

□ ESPAS

Soutien psychologique des
personnes concernées par le
virus du VIH et de leurs proches
36 rue de Turbigo
75003 Paris
M° Etienne Marcel
Tél. : 01 42 72 64 86 (sur rdv)
Du Lundi au Vendredi



COORDINATION TOXICOMANIES 18^{ème}

Vous pouvez nous appeler pour faire part de vos difficultés, prendre
rendez-vous, demander le passage de médiateurs « Première ligne
», participer à la réflexion et à la recherche d'actions concrètes à
mener pour améliorer la situation dans les quartiers :

● La Chapelle-Marx Dormoy ● La Goutte d'Or ● Simplon-Clignancourt

87 rue Marcadet 75018 Paris - M° Marcadet-Poissonniers
Tél. : 01 53 28 08 89 - Du lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures

Rétablissons la vérité sur les Pays-Bas

En visitant, lors d'un voyage d'étude de deux jours, quelques structures d'accueil, de soins et de réduction des risques pour usagers de drogues en Hollande, des membres de l'équipe d'EGO ont été immédiatement étonnés par un certain nombre d'idées fausses à propos de ce pays : la première concerne le nombre d'usagers de drogues avec une consommation dite à problème. Estimé entre 25 et 30 mille personnes pour une population de 16 millions d'habitants, c'est le chiffre le plus bas de l'Union Européenne dans ce domaine. La deuxième idée fautive est celle d'un pays qui aurait « démissionné » face aux problèmes de drogues et tout particulièrement à la consommation du cannabis. Là aussi, les Pays-Bas, selon les données de l'Observatoire Européen des Drogues, publiées en 2003, indiquent un des taux les plus bas de consommation de toute l'Europe, se situant largement en dessous de la France. Pour un

pays que l'on dit « démissionnaire » en matière de drogues, nous avons visité un dispositif très diversifié offrant un éventail large de services intégrant la prévention (faite de façon officielle et incluse dans le programme scolaire), les soins (dont une grande partie vise l'abstinence) et la réduction des risques (42 % des usagers de drogues bénéficient d'un programme Méthadone).

Notre équipe a visité le fameux syndicat des toxicomanes (*Junkie bond*) ; un programme d'héroïne médicalisée (que nous ne décrivons pas dans ce numéro puisque celui de la ville de Gênevè est déjà présenté), une structure d'accueil bas-seuil pour usagers de drogues et... les incontournables *coffee shops*. C'est cette aventure que nous partagerons avec nos lecteurs à la suite de ce voyage.

✓ Leïla Chala, Lenneke Heijzer, Sandrine Gullon et Philippe Blangis

La Hollande est-elle si permissive ?

Lors d'un voyage d'étude en Hollande, d'un échange avec des partenaires autour de la politique de réduction des risques, comment ne pas passer dans un *coffee shop*? Ces endroits si convoités pour certains, si détestés pour d'autres! Alors, prenons un peu de recul et décrivons ce qui se passe au pays des tulipes et du fromage.

Un peu d'histoire. L'ouverture des *coffee shops* en Hollande a pu s'effectuer, principalement, pour que les personnes consommatrices de cannabis ne côtoient pas les dealers de drogues dures. Les hommes politiques hollandais, avec leur grand pragmatisme, ont donc décidé d'accorder en 1992 des licences à des personnes qui ouvriraient des *coffee shops*. Pour ce faire, il faut bien sûr avoir un casier judiciaire vierge.

Nous avons rencontré monsieur Argon



qui, aujourd'hui, est propriétaire de trois *coffee shops*. En 1992, il ouvre le premier, dont il se plaît à dire que tout à l'intérieur a été fait par lui (les travaux, la décoration). Il l'inaugure en fanfare et invite les politiques, la police et les habitants, ceci dans un souci de

transparence et de visibilité vers l'extérieur. Pour ouvrir ce premier *coffee shop*, il a dû se plier à beaucoup d'exigences : caméras dans le lieu connectées chez lui, connexion directe avec le commissariat de police du quartier, visite mensuelle de plusieurs ➔

→ brigades de police (douanes, stupéfiants, immigration) et de l'inspection du travail.

En plus de ces contrôles, il y a aussi les cinq règles incontournables :

- 1 pas de publicité,
- 2 pas de drogues dures,
- 3 pas de troubles de voisinage,
- 4 pas de mineurs,
- 5 pas de transaction au-delà de cinq grammes par personne et par jour.

Si une de ces cinq règles est bafouée, c'est la fermeture administrative définitive du lieu. De plus, si quelqu'un est pris avec des drogues dures à l'intérieur, le responsable peut être incarcéré.

En ce qui concerne les produits vendus à l'intérieur : 70 % de l'herbe produite en Hollande et 30 % de *shit* qui vient de l'étranger, dont 20 % du Maroc. Il ne peut y avoir que 500 grammes de produit dans un *coffee shop*, il s'agit donc pour le commerçant de réapprovisionner régulièrement pendant toute la journée son commerce sans se faire prendre dehors avec plus de trente grammes, sinon c'est la prison pour une nuit.

Seulement cinquante *coffee shops*, en Hollande, ont le droit de vendre de l'alcool. Les pressions de certains pays de la Communauté Européenne (la France en particulier) ont largement contribué à la fermeture d'un certain nombre de ces commerces un peu singuliers.

En 1998, il y avait 450 *coffee shops* à Amsterdam contre 250 aujourd'hui, et toujours en 1998, il y en avait 2000 aux Pays-Bas et 700, en 2003. Malheureusement, ces fermetures ont déjà eu des conséquences négatives, puisque d'après Monsieur Argon, il y a eu une augmentation du nombre de jeunes, attrapés en achetant des produits à des *dealers*, qui ne vendaient pas que de l'herbe ou du *shit* !...

✓ Leïla Chala, Lenneke Heijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis

La politique de réduction de risques aux Pays-Bas

La Loi néerlandaise. La réduction des dommages est le premier objectif de la politique en matière de drogues aux Pays-Bas. Les principaux buts de cette politique sont :

- réduire la demande de drogues par la prévention et les services d'aide socio-sanitaires ;
- diminuer l'offre de drogues en combattant le crime organisé ;
- réduire les risques de l'usage pour l'usager lui-même, pour son environnement proche et pour la société.

Il n'est pas toléré que l'usage de drogues trouble l'ordre public ou entraîne d'autres nuisances.

Dans la législation néerlandaise, l'usage de drogues n'est pas punissable. Cette décision a été prise car le processus judiciaire aggrave la situation en accentuant la marginalisation et en rendant les usagers plus vulnérables aux cercles vicieux de la criminalisation ; il fait également obstacle aux dispositifs de soins, d'aide sociale et de traitement.

Il n'est pas toléré que l'usage de drogues trouble l'ordre public ou entraîne d'autres nuisances.

Le salaire minimum aux Pays-Bas est de 1264,80 euros

De *bijstand* (les prestations sociales)

Les municipalités sont responsables de l'exécution des prestations sociales. Elles décident de quelle façon elles aident les personnes à entrer sur le marché du travail et à quelle hauteur la prestation est allouée. Elles font ça à partir des normes qui sont proposées par le gouvernement.

La norme pour une personne vivant seule sans enfants est de 551,67 euros par mois (578,27 euros avec allocation-vacances).

Dans la loi, les drogues douces (le cannabis et ses dérivés) et les drogues dures (des produits aux dangers inacceptables pour la santé, comme l'ecstasy, la cocaïne, l'héroïne, etc.) sont distinguées les unes des autres. Le but de cette politique est de séparer les marchés des drogues dures et du cannabis. Il s'agit de prévenir la marginalisation et d'éviter le contact des usagers de cannabis avec des drogues dures et des criminels.

La détention, le trafic et la vente sont interdits aux Pays-Bas. La détention de drogues dures est punie plus sévèrement que la détention de drogues douces et la détention pour usage personnel est punie moins sévèrement que la possession pour trafic. En outre, la détention d'une quantité pour usage personnel (moins de 0,5 grammes) n'est pas une priorité de recherche pour la police. Toutefois, si interpellation il y a, la drogue sera saisie et l'usager sera dirigé vers un centre de soins.

✓ Leïla Chala, Lenneke Heijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis

Le *Junkie bond*, un mouvement citoyen par et pour des usagers de drogues



Difficile de rendre compte de la richesse d'un pareil mouvement, de ses éventuelles contradictions, après une rencontre de deux heures avec l'une de ses responsables. Beaucoup d'impressions à vif, de questions qu'on n'a pas eu le temps de poser, de choses qu'on aurait aimé approfondir ! Richesses et contradictions, autant dans le projet que dans le personnage qui nous reçoit.



La « *vieille dame indigne* » de la réduction des risques. Car c'est un personnage que cette vieille dame si charmante, qui d'un sourire mène son monde à la baguette, assumant pleinement son rôle de « *maman* », auprès de la quinzaine d'usagers de drogues avec qui elle partage une maison. De son propre aveu, allant même, parfois, jusqu'à être une « *maman* » autoritaire. Elle doit faire partie de ces « *incontournables* » charismatiques, adorée et respectée par les uns, exécrée par les autres, pugnace dès qu'elle pense avoir raison. Sûrement un vrai cauchemar pour certaines institutions !!!
Sur la demande de Nico Adriaans (le fondateur du *Junkie bond*), peu avant le

décès de celui-ci, il y a maintenant dix ans qu'elle a repris le flambeau. Et en écoutant cette militante de la première heure nous exposer ce qu'est cette organisation et son histoire, c'est tout un pan de l'histoire de la réduction des risques aux Pays-Bas qui nous apparaît : la première salle de shoot, sous un chapiteau à Rotterdam (Quai 0¹) ; la réorganisation difficile du mouvement après la fermeture de cette dernière ; l'engagement contre l'exclusion auprès du pasteur de l'église « *Paulus Kerk*² » ; les combats politiques pour faire reconnaître les droits des usagers, etc. Les combats, surtout, car c'est une combattante qui nous parle, jalouse de son

indépendance : elle ne reçoit aucun salaire pour ce travail plus qu'à plein temps (elle nous dit d'ailleurs refuser d'être présentée comme travailleur social) et elle est logée dans une sorte d'hôtel social créé par le mouvement.

Un mouvement indépendant. Sur l'indépendance du mouvement aussi elle insiste. Oui, le *Junkie bond* s'est bien créé à la demande du gouvernement, mais seulement après un long travail de lobbying, mené par Nico Adriaans et le pasteur de l'église « *Paulus Kerk* ». Il fallait faire avancer l'idée que les usagers de drogues pouvaient s'organiser de façon citoyenne (aujourd'hui, il existe treize organisations similaires, mais le *Junkie bond* est le plus ancien et aussi le plus important). Après avoir, un temps, été subventionné par la mairie de Rotterdam, il ne reçoit plus aucun financement public, ce qui lui permet de prendre des positions plus radicales quand c'est nécessaire. Par exemple, faire un procès quand telle municipalité prononce des « *interdictions de séjour* » dans certains quartiers pour des usagers qui y auraient commis plusieurs infractions. →

→ L'action du mouvement a permis par le passé d'obtenir les autorisations d'ouverture pour des salles de consommation. Aujourd'hui, il réclame une vente, sous contrôle, qui permettrait une assurance de la qualité des produits consommés.

Il souhaite également promouvoir de nouveaux projets d'interventions de prévention dans les écoles vers les parents et les enfants.

Une action pragmatique et concrète. En plus de ces actions citoyennes, le Junkie bond mène un certain nombre d'actions concrètes, destinées à améliorer la vie quotidienne et à aider à la réinsertion des usagers de drogues ; ainsi, le restaurant où se déroule notre entretien, « *la maison de soupe* » fait travailler des femmes prostituées et toxicomanes, l'hôtel social déjà cité plus original et une maison de retraite pour usagers, créée il y a quinze ans (aujourd'hui gérée par une autre association). Le programme le plus important est aussi celui qui interroge le plus : un bureau d'intérim. Environ quatre cent usagers y sont inscrits, qui travaillent au moins une journée par semaine. Un accord avec des entreprises permet de proposer des journées de travail rémunérées 20 €, les entreprises ne s'acquittant d'aucune charge sociale. Si la souplesse et la facilité du dispositif semblent séduisantes, il n'offre que des emplois et des rémunérations précaires (par journée et sans contrat de travail). On aimerait en savoir plus sur la suite, et éventuellement sur un accompagnement vers une véritable réinsertion.

✓ **Leila Chala, Lenneke Keijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis**

1 Ne pas confondre avec Quai 9 à Genève, en Suisse.
2 Eglise protestante dont le pasteur Visser a décidé de consacrer une partie de ses locaux aux exclus, dont les usagers de drogues (voir « *ALTER EGO le journal* » N° 41).

AMOC-DHV



La visite des structures aux Pays-Bas a commencé par AMOC¹, un centre d'accueil pour usagers de drogues étrangers. Cet accueil est né en 1979, conséquence de la présence d'un grand nombre d'usagers de drogues allemands à Amsterdam (2 000 à 3 000 personnes). Ce travail a été possible grâce à la présence d'une structure d'aide aux Allemands (le DHV, Deutscher Hilfsverein) déjà existant aux Pays-Bas. La loi dite « *libérale* », le prix très abordable, ainsi que la qualité de l'héroïne, ont attiré ce public vers les Pays-Bas. Ce groupe n'arrivait pas à s'intégrer et sa situation était (et est toujours) plus difficile que celle des Hollandais (ils n'ont pas le droit de travailler, pas d'aide médicale ; ils sont souvent arrêtés et renvoyés chez eux).

AMOC fait du travail d'accueil bas-seuil pour toute personne européenne consommant des drogues en situation de précarité. Cette structure fait aussi un travail de partenariat avec diverses instances nationales, afin d'améliorer la situation de ces personnes vivant aux Pays-Bas. Avec l'aide d'un réseau européen, AMOC peut aussi accompagner celles qui le désirent pour organiser leur retour dans leur pays d'origine.

Le centre d'accueil AMOC, ouvert du lundi au vendredi de 11 à 16 heures, n'est accessible qu'aux usagers de drogues étrangers. Un accueil spécialisé pour les personnes prostituées y est effectué le soir. Du café et du thé sont à la disposition des usagers. Les visiteurs peuvent prendre une douche et obtenir des vêtements propres. Des démarches administratives peuvent être faites avec l'aide d'un assistant social spécialisé dans le droit des étrangers (contact avec les administrations, démarches avec les consulats, etc.). Dans les sous-sols du bâtiment se trouve une salle de consommation. Dans cet endroit, où règne une ambiance très conviviale, les personnes peuvent consommer (fumer, sniffer ou injecter) leurs produits. AMOC dispose également de six lits d'urgence, disponibles pour les personnes les plus épuisées et malades.

Ce travail a attiré particulièrement notre attention parce qu'il a pour objectif central de proposer des réponses concrètes aux problèmes, autant sanitaires que sociaux, des usagers de drogues d'origine étrangère. Son but est de les reconnecter avec leur pays d'origine, sans faire appel pour autant aux forces de l'ordre.

✓ **Leila Chala, Lenneke Keijzer, Sandrine Guillon et Philippe Blangis**

1. AMOC : Amsterdam Stichting Oecumenisch Centrum.

Profil d'un « réducteur de risques » au Chili : « Pato, mon héros »



En octobre 2003, j'ai été invitée par un organisme lié au Ministère de la Santé Chilien la CONASIDA, à Santiago du Chili, pour participer au « Séminaire Régional Cono Sud » de l'Amérique Latine, sur le thème : « Les progrès dans la prévention et la transmission du VIH auprès des usagers de drogues. »

Cette invitation m'a énormément honorée professionnellement, mais elle avait pour moi une résonance affective tout à fait particulière. En effet, entre 1969 et 1973, j'ai été exilée au Chili, car fuyant la dictature militaire brésilienne. Ce fantastique pays, qu'est le Chili, est ainsi devenu ma deuxième patrie, celle qui m'a adoptée.

Ce séminaire était organisé par la CONASIDA, et l'Organisation Non-Gouvernementale (ONG) la « *Caleta Sur* », avec l'appui des Nations Unies, et également avec la participation des délégations d'Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay et du Brésil, comme invité spécial.

Accompagnée de Jean-Paul¹ (mon mari), me revoilà dans ce pays trente ans après.

Dès le lendemain de notre arrivée, nous effectuons une série de visites dans les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) locales travaillant dans le champ de la réduction des risques et de la lutte contre l'exclusion sociale. L'impact de ces rencontres a été d'une telle force que nous ne sommes vraiment pas prêts de les oublier et c'est à l'occasion d'une de ces visites que nous avons connu le grand Patricio Larenos, dit « Pato. »

Pato a la bonne quarantaine, haut, costaud et, dès le premier abord, il nous paraît sympathique. Depuis le début que nous sommes arrivés dans les locaux de « *la Caleta Sur* », située sur la commune de « *lo Espejo*² » (banlieue de Santiago), Pato nous a accueillis chaleureusement, parlant avec aisance de son travail et étant

également très intéressé par le nôtre. Boute-en-train, c'est une personne au contact facile et dont l'attitude ne laisse en rien supposer de ses presque vingt années de consommation de « *Pasta base* » (sulfate de cocaïne) et de l'extrême galère de sa vie antérieure.

Pato va au-devant des gens, trouvant les mots justes à chaque rencontre, dans l'association ou dans la rue, et s'adressant toujours avec beaucoup d'humour aussi bien aux anciens, qu'à des jeunes et des moins jeunes et aux enfants. Ces enfants, surtout les tout petits (âgés d'à peine quelques mois jusqu'à quatre ans et dont les parents sont usagers de drogues) font aussi l'objet de sa part d'une attention particulière. C'est lui qui, quotidiennement, dans un minibus (cadeau d'amis militants belges à « *la Caleta Sur* »), les conduit à la crèche que la structure a mise en place pour accueillir cette population particulièrement vulnérable et fragile. C'est encore lui qui les ramène chez →

→ eux dans ces maisons de la « *poblacion*³ » qui ressemblent plus à des cabanes de jardins qu'à de vraies maisons.

Le « *réducteur de risques* », version chilienne, c'est quelqu'un qui sert la collectivité, qui connaît chacune des rues de son quartier et la plupart de ses habitants. Alors, ceux qui sont dans le besoin lui font signe lors d'un passage, pour lui demander ceci ou cela, avec spontanéité et confiance. Pour Pato, toutes les occasions sont bonnes pour communiquer, informer et se mettre à disposition des autres. Et c'est pour cette façon d'être que sa parole est entendue. Il parle aux usagers de drogues, dans les rues et dans les squats (qui se trouvent être des cabanons abandonnés servant de salle de consommation sauvage), sur les risques encourus et les mesures de prévention devant être adoptées. Il s'adresse ainsi à quelques dizaines d'utilisateurs de « *Pasta base* » tout au long de la journée.

Sillonnant avec Pato, et d'autres membres de l'équipe de « *la Caleta Sur* », les rues de pierre et poussière de ces quartiers misérables, je me rendais compte combien une partie du Chili était complètement laissée à l'abandon. Trente ans après, la scène de la pauvreté semblait encore immuable.

À mon départ, je n'ai pas pu m'empêcher de penser qu'une partie des forces de ce pays émanait du travail de ces ONG, comme celle de « *la Caleta Sur* ». Et que le Chili avait beaucoup de chance d'avoir des citoyens comme Patricio Larenos.

✓ Lia Cavalcanti

1. Jean-Paul Le Flaguais a été le directeur de l'association EGO de 1995 à 2003.

2. Le miroir.

3. Bidonville.

En Amérique latine et aux Caraïbes, la réduction des risques gagne du terrain...

Du 9 au 12 février 2004, la ville de São Paulo, au Brésil, a organisé la « 1^{re} Conférence de Réduction des dommages de l'Amérique Latine et des Caraïbes. »

Dans la joie et la bonne humeur, des intervenants venus d'Argentine, de Bolivie, du Chili, de Colombie, de Cuba, du Mexique, du Paraguay et d'Uruguay se sont rassemblés pendant quatre jours pour échanger informations et expériences, se raconter et s'écouter. Dans les salles et les couloirs formellement et informellement, ça « *tchatchait* », comme savent très bien le faire les latinos...

A ceux-là se sont joints des représentants de la Belgique, du Canada, de l'Espagne, de la France (eh oui, de l'association EGO), de l'Italie, de la Hollande et des USA ; le tout avec l'appui de l'ONUSIDA, le Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'UNESCO, le Ministère de la Santé du Brésil et la Municipalité de São Paulo (entre autres)...

Des séances plénières, marquées par une très grande liberté de parole et par l'annonce de mesures spectaculaires comme celle d'un projet de loi, déjà voté par la Chambre des députés Brésilienne, dépenalisant l'usage des drogues. Mais aussi, celui d'un décret (pas encore signé) faisant de la réduction des risques une politique publique à vocation nationale au Brésil. Ce pays par ailleurs, se distingue de ses voisins par des avancées très

intéressantes, tant au niveau de la formulation que de la conceptualisation ; ainsi la Politique du Gouvernement fédéral de lutte contre la toxicomanie se trouve dénommée « *Politiques Publiques en matière de drogues.* »

Les cadres du Ministère de la Santé, élaborent puis soumettent aux élus qui décident de mettre en œuvre de nouvelles politiques publiques en matière de drogues avec beaucoup de courage et de détermination (quel dynamisme par rapport à notre vieille Europe !...).

Mme Marta Suplicy, maire de la ville de São Paulo (18 millions d'habitants), une des trois plus grandes villes au monde, a ouvert la conférence avec un discours qui a étonné par sa lucidité et sa totale absence de démagogie. C'est ainsi qu'avec des mots justes et simples, elle a clairement défendu la réduction des risques comme un modèle de politique publique capable de réduire l'incidence et la transmission des maladies infectieuses comme le VIH et le VHC mais aussi comme un outil capable de réduire la délinquance et plus particulièrement celle associée aux drogues.

Parfois, on est étonné de constater que les pays dits du « *tiers monde* » ont maintes fois des leçons à donner à ceux dont on dit qu'ils sont situés dans le premier.

✓ Lia Cavalcanti

Cargo 21



Un laboratoire pour une culture équitable, un mouvement d'échanges culturels, un vecteur de rencontres et de partages des savoirs, un lieu de pratiques et d'actions. Cargo 21 et ses artistes ont en commun de faire réussir un projet qui inscrit la culture dans le développement local. Ils s'engagent, ils participent, ils mélangent les styles et les arts. La rencontre avec les œuvres n'est pas organisée dans une perspective muséale ; la rencontre est le fruit des hasards du dialogue. Au sein de Cargo 21 se forge de nouvelles utopies et plus que l'art d'aujourd'hui, ou de demain, c'est l'expérimentation de la façon d'être ensemble dans un monde qui bouge qui prime. C'est utiliser toutes les possibilités qui nous sont offertes, celles de voyager, de communiquer avec le monde entier.

Du 15 au 30 avril 2004

« Carnet de voyage d'une exploration géopoétique de la Goutte d'Or »

Un atelier exploratoire organisé sous forme d'exposition interactive (Installation de l'exposition dans les rues)

À partir d'une carte surdimensionnée, le public et les intervenants seront invités à découvrir les lieux, les gens, les artistes et les richesses du quartier de la Goutte d'Or.

Les intervenants : Edith@Paname ; Compagnie Pirate ; Les Xérogaphes ; Cargo 21 ; Les centres de Loisirs « *Propos Sabir et Charabia* » ; Goutte d'Or.net ; Le Cargo des enfants ; Les visiteurs ; Les habitants.

Installations, spectacles de rue, concerts, expositions, ateliers d'écritures, photographies, éditions, jeux de pistes, vidéos, repas, sons, théâtre, graphes et autres improvisations, etc.

Fabrication d'une base de données géopoétique sur la Goutte d'Or réalisée à partir des visions de tous les participants. Mise en ligne sur les sites concernés. Fabrication d'un carnet de voyage sur des panneaux de bois de 1,5m par 1,5m exposés jusqu'au mois de juillet sur les grilles du square Léon.

Résumé du projet : Edith@paname c'est un voyage au cœur de Paris proposé à ses habitants et ses artistes : sonder l'âme de la ville pour tenter d'inventer ensemble des formes nouvelles et mettre au jour une ville-images.

Au départ, il s'agit de partir en quête des signes de cette mémoire vivante des bouts de films d'aujourd'hui, de témoignages sonores du présent, des fragments de textes sur le Paris contemporain. Quartier par quartier, grâce à un réseau d'associations et de partenaires, chaque Parisien est d'une manière ou d'une autre sollicité pour choisir puis donner « son » fragment. L'ensemble des fragments sera stocké dans un entrepôt à ciel ouvert : une base de donnée nommée Panâme accessible sur internet. Chacun pourra venir fouiller cette accumulation hétéroclite d'« images ». Il sera possible d'y puiser pour essayer de composer une figure de son propre regard. Ces fragiles constructions seront le premier signe qu'ici même il existe un ailleurs : avec la complicité des habitants et des artistes, elles seront exposées dans les quartiers qui les auront vu naître. Au bout de quelques mois, un groupe d'artistes va se donner rendez-vous pendant 24 heures dans un lieu au centre de Paris. Là, munis de leurs outils de prédilection, de manière intensive, ils vont explorer cette matière pour isoler des éléments utiles à leur propre « montage ».

Réalisée en direct, chaque proposition artistique -qu'elle soit film, réalisation sonore ou lecture théâtrale- sera confrontée à celle des autres par juxtaposition ou par mélange. À mesure qu'il se construit collectivement, cet assemblage poétique deviendra un symbole visible de l'union entre la ville et ses habitants.

Le chaos aura alors donné naissance à une sorte de cabane collective où chacun pourra retrouver une part de lui-même.

Dans notre esprit, ces ateliers pourraient prendre la forme d'un jeu (par exemple une enquête ethnographique) et aboutir à une présentation artistique originale du matériau collecté (projection, concert, performance). Tout ceci reste bien entendu très ouvert et devrait être précisé en fonction du public concerné avec les artistes-intervenants. Nous sommes à cet égard ouverts à toutes les suggestions.

Du 9 avril au 16 mai 2004

Exposition

« POO YA POO » Du Mali au pays Dogon

*Amé a diélé ginna dō
« Tu viens de quitter chez toi,
bienvenue chez toi ! »*

Approche de la culture Dogon et des objets quotidiens du Mali.

Avec les associations POO et YA POO et la participation d'habitants Maliens de la Goutte d'Or.

« LE CARGO DES ENFANTS »

Est une proposition faite aux enfants de devenir des acteurs de Cargo 21 en participant aux événements par leurs expressions créatives et leurs regards.

Des ateliers et des visites sont organisés autour de toutes les expositions avec les centres de loisirs, écoles et associations d'accompagnement du quartier.

Visites sur Rendez-vous

Du 20 mai au 20 Juillet
« L'ECHO MUSÉE » de la Goutte d'Or

Carnet de voyage d'une exploration géopoétique.
Un écho musée pour que la Goutte d'Or entre en résonance.

Cargo 21 invite les habitants, artistes, associations, à participer à une exposition évolutive sur le thème d'une découverte de la Goutte d'Or.

Les intervenants de la première série d'ateliers du mois d'avril pourront aboutir leurs travaux et organiser d'autres dérives et ateliers.

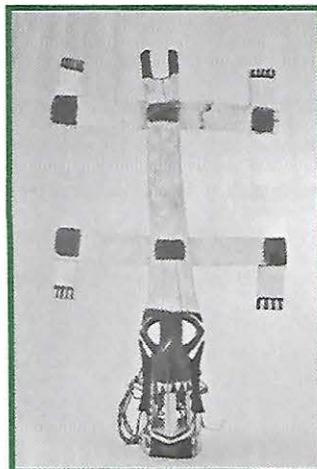
Cargo 21 rassemblera des éléments déjà obtenus lors de la première campagne et d'autres éléments photos, peintures, écrits réalisés par des artistes habitant le quartier depuis longtemps.

Cargo 21 invitera les associations de la Goutte d'Or à organiser des ateliers sur le thème de la découverte et à confier au musée des éléments obtenus lors de précédentes initiatives.



Le contenu de l'expo :

Des œuvres réalisées par les artistes de la Goutte d'Or ;
Les tableaux de Barbara D'Antuono et d'autres amis de Cargo ;
Les reproductions des œuvres de la Chronique de Toulouse Pacape ;
Des photos réalisées par les jeunes de l'ADCLJC ;
Des documents historiques fournis par l'observatoire de la vie locale (Salle St. Bruno) ;
Des photos de Patricia Leduc et d'autres, etc. ;
Des films réalisés par des vidéastes sur la Goutte d'Or ;
Des articles relatant l'histoire du quartier (Noël Monnier) ;
Tous les éléments collectés durant les ateliers ;
Des textes fournis par Marie Florence Erhet et Michel Capmal ;
Les éléments fournis par les associations et les habitants.



Les ateliers :

Edith@paname - Xéroglyphes - Compagnie Pirate - Centres de loisirs ;

Des ateliers d'écriture - Mouvement de libération des boîtes à lettres ;

Exercice sur le thème : « *écris-moi ton quartier* » (J-Claude Couillard) ;

Réalisation d'un carnet de voyage sur une vingtaine de panneaux de bois de 1,25m par 1,25m ;

Animations du « *Cargo des enfants* » par Catherine Guyozot (Plasticienne ; Stage BEATEP) ;

Invitation sera faite aux associations d'encadrement du quartier à organiser des ateliers dans leurs locaux sur les thèmes de l'exposition.

L'espace atelier Cargo sera mis à la disposition de tous les plasticiens voulant participer à cette aventure.

Le public sera lui aussi invité à s'impliquer dans ces ateliers.

Diverses animations théâtre-musique-projections de films et autres programmations seront organisées pendant la durée de l'expo.

En avril
Exposition :
« Propos Sabir et Charabia »

Organisée dans les locaux du Secours Populaire¹ par Barbara D'Antuono et Nadia Djabali sur le thème : l'écrire pour le dire.

Des boîtes à lettres vont être posées dans divers lieux du 18^{ème}.

Des ateliers d'écriture organisés dans ces différentes structures.

Il sera demandé au public d'écrire une lettre.

Lettre à un ami inconnu, lettre d'amour, billet d'humeur, témoignage ou poème, etc.

Certaines lettres seront sélectionnées par les artistes et serviront de base à des réalisations plastiques.

¹. Cargo 21. 21 rue Cavé 75018 Paris - Tél. : 01 42 23 56 56
Mail : jean.marc.bombeau@libertysurf.fr - Site Web : www.cargo21.org

². Secours populaire, 6 impasse Ramey 75018 Paris



Jean-Luc Roméro :

« Lettre à une droite maladroite »

Il a écrit « *On m'a volé ma vérité* » (Edition Le Seuil), en juin 2001, où il raconte la façon dont il a vécu un outing injuste, et intolérable selon la loi, en ce qui concerne son homosexualité et son parcours d'élu homosexuel. Il récidive un an plus tard, en mai 2002, avec « *Virus de vie* » (Edition Florent Massot) dans lequel, avec toujours plus de courage, il nous révèle sa séropositivité au VIH, mais nous fait également part de ses réflexions sur la pandémie de SIDA en France et dans le monde.

Aujourd'hui, il nous offre un troisième ouvrage « *Lettre à une droite maladroite* » (Edition Ramsay) et là, il nous livre ses positions franches et sincères, avec toujours autant de courage, sur la dépénalisation des drogues, l'ouverture de salles d'injection et même sur la délivrance d'héroïne médicalisée.

Dans ce livre, il interpelle la droite française, et les Français, sur une nécessaire réforme de notre société qu'il souhaite plus humaine et plus tolérante. Il y condamne l'absurdité de la censure à la télévision et aussi l'impossibilité d'adoption pour les homosexuels, et il nous fait part de son avis favorable pour l'euthanasie, la majorité à seize ans, le droit de vote pour les personnes étrangères aux élections locales et la suppression de la double peine.

Bref, Jean-Luc Roméro, il en veut encore. Saluons donc l'arrivée de ce troisième livre « *Lettre à une droite maladroite* » qui, nous vous l'assurons, vous donnera matière à réfléchir.



Jean-Luc Roméro en neuf points :



- 1 Conseiller régional d'Ile-de-France ;
- 2 Conseiller municipal de Bobigny de mars 1989 à mars 2001 ;
- 3 Secrétaire national de l'UMP (Union Majoritaire Présidentielle) ;
- 4 Chargé de mission pour la fédération UMP de Paris à la fraternité et à la citoyenneté ;
- 5 Président-fondateur des « *Elus Locaux Contre le SIDA* » ;
- 6 Président-fondateur d'« *On Est Là !* » ;
- 7 Président d'honneur de l'AFCP (Association française des collaborateurs parlementaires) ;
- 8 Vice-président du CRIPS Ile-de-France ;
- 9 Directeur des solidarités à la mairie de Vigneux-sur-Seine.

✓ Didier Robert

Les III^{èmes} Rencontres de L'Institut Renaudot

Croisement des pratiques communautaires en santé
11 et 12 juin 2004 à Mulhouse

« Place et Relations des acteurs en santé communautaire : un nouveau partage des pouvoirs. »

Nous avons le plaisir de vous annoncer la tenue des III^{èmes} Rencontres de l'Institut Renaudot qui se tiendront les 11 et 12 juin 2004 à Mulhouse. Elles auront pour thème: « Place et relations des acteurs en santé communautaire : un nouveau partage des pouvoirs. »

La démarche communautaire en santé, très longtemps citée en référence à la Charte d'Ottawa, est aujourd'hui de plus en plus encouragée (Programmes Régionaux de Santé, Ville-Santé, Ateliers Santé Ville, etc.). Elle pose en permanence la question du partage des savoirs et des pouvoirs : celle de l'implication réelle de la population, des décloisonnements professionnel et institutionnel et du partenariat.

Les 3^{èmes} Rencontres tenteront, autour des problématiques de place et de relations des différents acteurs (habitants, professionnels, élus et institutionnels), de mieux comprendre les enjeux, et mieux répondre aux questions posées au quotidien dans nos pratiques :

- Quels sont et quels devraient être la place et le rôle de chacun des acteurs dans les actions communautaires autour de la santé ?
- Quelles contradictions, quelles complémentarités entre logiques de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations, des acteurs de terrain ?
- Avec quelles compétences, des possibilités d'actions différentes, comment produire ensemble du changement ? D'où viennent les facteurs facilitant mais aussi les obstacles ?

Vous souhaitez participer à ces échanges, présenter votre (vos) expérience (s) lors de ces Rencontres, contactez L'Institut Renaudot.

Vous pouvez aussi retrouver l'ensemble de ces informations sur le site de l'Institut Renaudot : <http://www.renaudot.free.fr>

Institut Renaudot . 40 rue de Malte 75 011 Paris
Tél/fax :01 48 06 67 32 - E.Mail : renaudot@free.fr



Les 7^{èmes} rencontres de l'USID « Addictions et créations. »

Le jeudi 23 septembre 2004 de 9 à 18 heures
à la Faculté de Droit de Douai

Renseignements et inscriptions :

Secrétariat de l'USID (Unité de Soins et d'Information sur les Drogues) 91 rue du Président Maurice Wagon 59500 Douai.
Tél. : 03 27 97 67 94 - Fax : 03 27 98 01 71
Mail : christian.colbeaux@ch-douai.fr

Quelque mois de prison a donné à *Black Jack* l'envie d'écrire un cahier de poèmes. Nous vous faisons partager ses grands moments de poésie, prisonnier entre quatre murs, mais l'esprit rêveur, baladeur et conteur.



Une dédicace pour les « foncés » de la planète

Cocaïne, produit ravageur,
Produit magique et diabolique.
Tu fais croire à tes consommateurs que
tu leur donnes le plaisir le plus inoubliable
et incontournable.
En vérité, tu m'apportes du rêve artificiel,
fait de chimère.

Pour toute vérité, diabolique comme toi-même.

Que tu sois dans un habit, bleu, rouge ou noir,

Tu resteras toujours semblable à toi-même,

C'est-à-dire, un Diable.

Tu es un véritable destructeur,
Un souffleur de neurones, dans ta lancée
Tu loupes le reste des organes vitaux de
tes consommateurs.

Tu en fais des esclaves à ta merci
Sans aucune pitié,

Celles et ceux qui ont encore la tête sur
leurs épaules,

Pensent encore être ton maître.

La question est « pour encore combien
de temps ? »

Avant d'ouvrir la bouche, il faut savoir
Qu'il est impossible de devenir le maître
du Diable

À moins d'être lui-même.

Pour cela, illusions perdues, à bon
entendeur, salut.

Le malin qui vous fume quand vous
pensez le fumer.

Mon ami, le chien

Mon meilleur ami, mon chien,
Fidèle compagnon comme je n'ai jamais
eu.

Toi, mon fidèle compagnon,
Tu as toujours su être à mes côtés pour
partager mon bonheur.

Tu étais encore à mes côtés,
Quand j'étais dans la souffrance et la
peine.

Chaque pas que je faisais,
Tu étais à mes côtés.

Sur ma droite, sur ma gauche,
Devant moi, derrière moi,
Tu ne me quittais jamais.

Mon ami, fidèle compagnon de galère.
Sans la parole, nous arrivions très bien à
nous comprendre,

Il me suffisait de regarder ta tête,
Tes yeux et tes gestes.

Toi, mon ami, même si tu avais eu la
parole,

Je ne pense pas que tu m'aurais trahi un
jour.

N'oublie pas le chemin de nos pères et de nos mères

Ce n'est pas par des paroles, que l'on
châtie un esclave.

Quand bien même, il comprend,
Il n'obéit pas.

Les chaînes ne sont plus voyantes,
Mais elles restent toujours à nos pieds et
à nos mains.

Elles sont simplement invisibles.
Il serait bon de remettre l'histoire à sa
place,

Avant de dire « vous êtes des hommes
libres. »

Liberté, j'écris ton nom,
Liberté, j'écris ton nom,
N'oublie jamais qu'elles sont encore à tes
pieds et à tes mains.

Les traces de fouets restent gravées à
tout jamais dans ton dos,

Car la brûlure du fouet se transmet de
génération en génération.

POUR COMMANDER NOS PLAQUETTES DE PRÉVENTION

(30 exemplaires maximum par commande)

Par courrier : Espoir Goutte d'Or, 13 rue Saint-Luc 75018 Paris

Par Fax : 01 53 09 99 43 ou 44

Par mail : alteregojournal@club-internet.fr

Plaque de prévention
LES ABCÈS



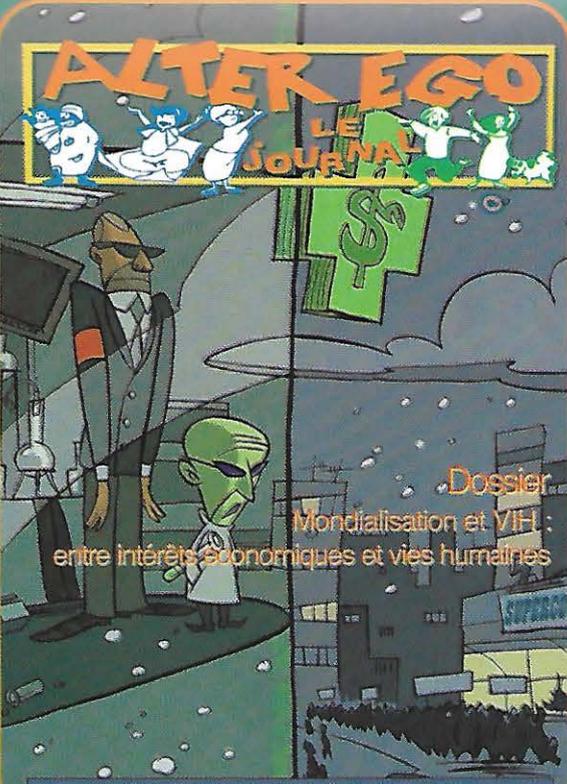
Plaque éditée et réalisée par
Espoir Goutte d'Or
13 rue Saint-Luc 75018 Paris
Tél. : 01 53 09 99 43 - Fax : 01 53 09 99 44

Les abcès



**Adresses utiles
destinées aux femmes**

Adresses utiles
destinées aux femmes



ALTER EGO
LE JOURNAL

Dossier
Mondialisation et VIH :
entre intérêts économiques et vies humaines

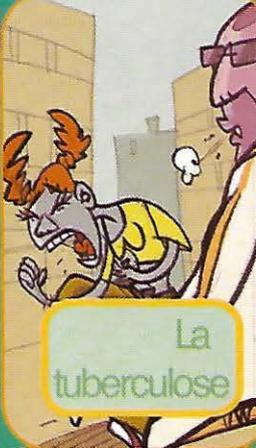
N°42 - 4^{ème} trimestre 2003 - Prix : 0,15 euros

ALTER EGO le journal N°42 - 4^{ème} trimestre 2003



Rupture de stock

Le virus
de l'hépatite C



La
tuberculose

La tuberculose

**MALAISE
OVERDOSE**

Ne tardez pas,
appelez sans tarder
le 18 (pompiers)
le 15 (SAMU)

L'appel est gratuit
de toutes les cabines téléphoniques.
Décrivez le plus précisément
possible le lieu où vous êtes et
l'âge de la personne.

Prenez soin d'elle
à l'arrivée des secours.

**Vous pouvez sauver
une vie.**

Plaque éditée par Espoir Goutte d'Or
13 rue Saint-Luc 75018 Paris
Tél. : 01 53 09 99 43 - Fax : 01 53 09 99 44
Présentée par Anonyme, Comité Local (CC2)

Malaise et overdose



Où manger, et
où se doucher
gratuitement
à Paris

Où manger, où se
doucher gratuitement à
Paris

Bulletin de soutien

à Espoir Goutte d'Or et/ou à ALTER EGO le Journal

Vous pouvez nous envoyer votre don, afin de soutenir « ALTER EGO le journal » et/ou « la lutte contre l'exclusion »

menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

- Je désire soutenir ALTER EGO le journal (abonnement d'un an) 20 euros 40 euros 60 euros autres : euros
- Je désire soutenir EGO dans sa lutte contre l'exclusion (adhésion d'un an) 20 euros 40 euros 60 euros autres : euros

Je désire recevoir : exemplaire(s) de votre journal.

- Je désire recevoir : exemplaire(s) de la plaquette sur:
- Hépatite C Les Abcès
- Les A.U. « spécial femmes » Le Malaise et l'overdose
- La tuberculose Où manger, où se doucher gratuitement à Paris

Association : Nom : Prénom :

Adresse : Code postal : Ville :

Merci de compléter et de renvoyer ce bon, accompagné de votre don, dans l'enveloppe libre-réponse ci-jointe.

COMPTES 16-25 ANS
bagoo
LA POSTE

et



présentent

La nuit du

ZAPPING

.com

LE MEILLEUR DU ZAPPING DE **CANAL+**
POUR FAIRE RECULER LE SIDA



il paraît que c'est la
dernière !



Zapping Tour 2004 : **PARIS** La Cigale 13/14/20/21 février (complet), 12&13 mars • **ANGERS** Théâtre Chanzy 19 mars
• **NANTES** Cité Congrès 20 mars • **CLERMONT-FERRAND** Maison Culture 26 mars • **MONTPELLIER** Corum 27 mars
• **LYON** Bourse du Travail 2 avril • **MARSEILLE** Dôme 9 avril • **NICE** Acropolis 10 avril • **LILLE** Nouveau Siècle 16 avril
• **GRENOBLE** Alpexpo 23 avril • **RENNES** Le Liberté 24 avril • **BORDEAUX** Théâtre Fémina 30 avril • **PARIS** Zénith 1^{er} mai
• **NANCY** Zénith 7 mai • **LE MANS** Palais Congrès 13 mars • **STRASBOURG** Hall Rhénus 8 mai • **TOULOUSE** Zénith 22 octobre
• **AIX-en-PROVENCE** Pasino 23 octobre • **REIMS** Champagne-Congrès 29 octobre • **GENÈVE** Aréna 30 octobre
• **CAEN** Zénith 19 novembre • **ROUEN** Zénith 20 novembre • **DIJON** Congrexpo 26 novembre
• **ST-ETIENNE** Palais Spectacles 4 décembre • **ORLÉANS, BREST,...** à suivre